PIERRE DABEZIES

Gaullisme et giscardisme

Lorsque Jacques Chirac renonce de façon spectaculaire à la charge de Premier ministre pour entrer, sinon dans l'opposition au régime, du moins dans l'opposition à son maître... lorsqu'il s'éloigne de sa province pour briguer contre le candidat officiel la mairie de Paris... enfin, lorsqu'il change brutalement sur l'Europe son fusil d'épaule, l'opinion publique a tendance à voir dans ces manifestations ostentatoires, non seulement la marque d'une personnalité aux réactions parfois excessives, mais le signe d'une rivalité, le heurt de deux ambitions, les péripéties d'un affrontement entre deux hommes dont la coexistence pacifique ne pouvait guère durer. Sans doute n'est-ce pas faux, même si certains ont intérêt à ravaler le projet et la stratégie du maire de Paris à de pures considérations personnelles : tout pousse le député de Corrèze à viser l'Elysée, le Président de la République n'ayant pas, de son côté, patiemment tissé la toile qui l'y a porté pour se laisser supplanter !

Ce sentiment paraît d'autant plus fondé que beaucoup ne comprennent pas très bien pourquoi, si longtemps proches et complices, gaullistes et giscardiens seraient devenus frères ennemis. Ensemble, n'ont-ils pas animé, légitimé, et — contre toute la classe politique — renforcé par l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel les institutions de la Ve République ? Sans doute, pendant des années, les républicains indépendants n'ont-ils joué qu'un rôle secondaire. Mais l'appoint était nécessaire ! Qu'ils aient finalement pris la relève peut expliquer chez les gaullistes une certaine jalousie ou une certaine réserve : d'autant que ces derniers ont de quoi se demander si, trop confiants en eux-mêmes, ils n'ont pas servi de marchepied à de trop subtils alliés dont les « oui mais » et l'opposition au référendum, qui

devait valoir au général de Gaulle de céder la place, étaient pleins d'arrière-pensées. N'est-ce pas, toutefois, Jacques Chirac qui, contre Chaban, a fait le lit de l'actuel Président de la République ? Sans compter qu'on ne saurait dire que, depuis, le régime ait vraiment été trahi ! Même si, en politique étrangère notamment, il y a, entre les deux courants des nuances, on note de part et d'autre un empirisme identique, la même « doctrine des circonstances », et en définitive la même attitude conservatrice qu'il s'agisse des préoccupations sociales ou de la gestion financière du pays.

L'électeur ne s'y est pas trompé, lui qui — pas plus hier qu'aujourd'hui — ne fait bien souvent la différence, gaullistes et indépendants étant à mettre dans le même panier, au nom de la majorité. Longtemps, certes, la taille modeste des RI a pu suggérer que leurs succès, dus à l'unité de candidature, étaient à porter à l'actif gaulliste. Mais le brusque transfert des intentions de vote pour Chaban au profit de Giscard montre, lors des dernières « présidentielles », sinon l'inexistence d'un électorat spécifique, du moins le caractère poreux des frontières qui séparent les deux courants dans l'esprit public (1). A ce titre, le point de vue de certains élus RPR est illustratif, et explique les divergences qui se révèlent parfois entre le groupe parlementaire gaulliste et le mouvement proprement dit : l'électeur moyen risque de ne pas comprendre les foucades chiraquiennes, fût-ce sur un thème aussi gaullien que l'Europe ! L'optique conservatrice et le souci de stabilité l'emportant, est-on bien sûr qu'en cas de candidatures multiples il ne rejoindra pas le PR ? Bref, en tenant compte du fait que les candidats gaullistes se plaçant hors majorité ont toujours été laminés, certains — quitte à prendre leurs désirs pour des réalités — finissent par se demander si le gaullisme constitue une famille politique vraiment irréductible, ou si, de Gaulle parti, il n'est plus que cristallisation passagère liée au phénomène majoritaire.

« Blanc bonnet et bonnet blanc... » la gauche — non sans nuances — abonde, bien entendu, dans ce sens, voyant au mieux dans le gaullisme l'amorce d'un grand parti « conservateur-libéral » (2), capable à la limite de fédérer les droites, voyant au pire, non pas deux idéologies, mais deux stratégies « pour garder, l'une et l'autre, à la bourgeoisie et aux forces politiques qui la représentent leur hégémonie » (3).

(1) Robert PONCEYRI, A la recherche du gaullisme, électeurs et militants depuis 1974, revue *Projet*, sept.-oct. 1977.

(2) Maurice DUVERGER, *Institutions politiques et droit constitutionnel*, « Thémis », 1971, t. II, p. 151 et s.

(3) Colette YSMAL, Nature et réalité de l'affrontement Giscard-Chirac, *Politique aujourd'hui*, 1978, n° 3-4.

Quant au centrisme, son jeu est tout naturellement aujourd'hui de se scandaliser du penchant centrifuge des gaullistes au sein de l'actuelle majorité, de feindre de ne pas comprendre la collusion sur l'Europe de ces derniers et des communistes, de s'offusquer de voir mise en cause la majorité présidentielle, que certains, pourtant, rêveraient de changer si le Parti socialiste, redevenant social-démocrate, acceptait quelques accommodements !

Giscard, lui-même, semble n'avoir pas vu clair en ce domaine, tout obnubilé qu'il est peut-être de l'avenir, et, du même coup, fermé à certaines réalités sociologiques de ce pays. Non seulement, élevé à la présidence, il semble penser que les deux courants majoritaires essentiels doivent coexister sans difficulté, mais il ne trouve rien de mieux, pour y parvenir, que de pousser Chirac à briguer — en décembre 1974 — la direction de l'UDR, sûr par là de la giscardiser. Triple erreur : sur l'homme, le mouvement et les idées ! Le Président de la République ne perçoit pas, en effet, ce que son Premier ministre semble, par contre, découvrir dans la foulée :

— l'appareil gaulliste constitue une machine de guerre non négligeable, sinon redoutable, qui, tournant pour l'heure à vide, ne demande qu'à être prise en main, polarisée, utilisée ;
— il est sans doute concevable de faire temporairement d'un giscardien un gaulliste, mais on ne peut guère espérer giscardiser un militant de l'UDR... question d'idéologie, de tempérament et de conscience historique ;
— « Paris vaut bien une messe ! » Le chef doit suivre sa troupe s'il veut en disposer : pour s'imposer à l'UDR, Chirac est obligé de devenir gaulliste... la récupération est manquée !

Parmi d'autres péripéties, « l'appel de Cochin » répond d'ailleurs à cette même logique. Chirac, chef du RPR, ayant été un temps gêné par son attitude sur l'Europe comme Premier ministre, choisit finalement l'intégrisme gaulliste sachant qu'à la fois il se valorise, en agissant ainsi, aux yeux du mouvement qui y est attaché, et se pose de nouveau en rival en se distançant de l'Elysée !

On peut finalement se demander si l'arbre n'a pas caché la forêt. Rangés du même côté de la barrière sous l'effet d'un système majoritaire ossifié par l'hostilité de la gauche et la phobie communiste, les partenaires giscardiens et gaullistes ont d'autant plus lénifié leurs différences pendant des années que le plus dur dominait. Outre, cependant, que la posture de droite n'épuise pas le phénomène gaulliste, on a peut-être oublié qu'il existe derrière le clivage de croisière gauche-droite un autre clivage de nature historique qui

écartèle la majorité actuelle en deux familles de pensées non seulement divergentes, mais fondamentalement opposées. A cet égard, le gaullisme, devenu minoritaire, ne peut, sans risquer de disparaître comme aux lendemains du RPF, transiger.

Qu'est-ce que le gaullisme ? Sa nature peut être controversée. S'agit-il, tout d'abord, d'une attitude, d'une philosophie, d'une doctrine ou d'une idéologie (4) ? La réponse n'est pas unique. Sans doute, de la simple attitude à l'idéologie, le gaulliste sourcilleux peut-il prétendre déceler ici le faux et là le vrai : Georges Pompidou et Olivier Guichard qui ne sont ni des gaullistes « historiques », ni — chacun à leur manière — des bravaches doctrinaires tombent à ce titre sous le coup de leurs critiques. Mais Guichard, aussi ambigu que soit son comportement et contesté son œcuménisme, n'a pas tort lorsqu'il précise pourquoi le gaullisme est, selon lui, une attitude, c'est-à-dire « une tendance à réagir de la même façon devant des situations analogues » (5). Non, il n'y a pas de catéchisme gaulliste; oui, la démarche de de Gaulle était le contraire de celle d'un doctrinaire ; non, ce n'est pas le septennat ou le quinquennat, l'ambition de la croissance ou sa modération, l'Europe des Six ou des Neuf qui sont gaullistes ! Ce qui fait le gaullisme, c'est à un moment donné, dans un contexte donné, et quelles que soient les péripéties, une certaine finalité. Autant dire, d'ailleurs, que le même Olivier Guichard a tort d'en arriver à suggérer qu'il ne s'agit finalement que d'un pragmatisme, ou d'un opportunisme, en ajoutant qu'il n'est qu'un critère sûr en la matière, de Gaulle lui-même... car c'est alors réduire le gaullisme à un homme, c'est-à-dire à terme le nier.

Aussi bien, les spécialistes n'étant pas eux-mêmes d'accord sur les concepts, mieux vaut ne pas s'embarquer dans cette galère ! Le gaullisme n'est certainement pas une idéologie, faute de prétendre être un système complet. Pour la même raison, à laquelle s'ajoute son empirisme, il n'est pas davantage une doctrine à proprement parler. Disons, sans en faire un absolu, qu'il est une philosophie politique qui, comme toute philosophie, tend à ramener une branche de connaissances ou d'activités à un petit nombre de principes. En fait, seuls ceux-ci comptent vraiment, l'enveloppe terminologique n'ayant guère, en soi, d'intérêt.

(4) Madeleine GRAWITZ, Doctrine ou attitude ?, *Le Monde*, 19-5-1973.
(5) Olivier GUICHARD, Le gaullisme et la doctrine des circonstances, *Le Figaro*, 4-6-1973 ; N'oublions pas l'essentiel, *Le Figaro*, 29-4-1974.

Là n'est pas, cependant, le seul obstacle. Le gaullisme manque singulièrement, par ailleurs, d'homogénéité. Une enquête universitaire effectuée sur ce plan, en 1967, le montre (6). Interrogés en nombre, il est vrai réduit, les candidats UD-Ve aux élections législatives s'ils se retrouvent sur leur attachement au général lui-même et à la France, s'éparpillent, semble-t-il, sur les autres questions qui leurs sont posées... hiérarchie des valeurs, conception du pouvoir, rôle des députés, grands problèmes de l'heure. Rien d'étonnant en vérité ! D'abord parce que le mouvement gaulliste est comme une armée : divers, certes, mais — fût-ce de façon incompréhensible pour ceux qui lui sont étrangers — communiant à certains moments dans l'unité. Les faits et sa force l'ont prouvé ! Ensuite parce que, de Londres au RPR, le gaullisme s'est construit dans l'action par saccades, par couches successives, tour à tour parti d'un homme, parti de cadres, parti d'électeurs et parti de masse. Faut-il pour autant, comme certains, en nier l'existence, alors que surgi voilà bientôt quarante ans, et orphelin, mais bien vivant, depuis dix ans, il paraît, qu'on le veuille ou non, avoir dépassé le stade du mythe ou de l'accident ?

Disons que disparu au sens strict avec le général, le gaullisme, moment exceptionnel où la France s'est rassemblée sur l'essentiel, rejoint à l'échelle historique un courant d'idées, une résonance collective qui aux heures graves — au-delà des dogmes importés et des intérêts égoïstes — sourd de l'âme de ce peuple qu'il a, contre vents et marées, réuni. Version contemporaine du bonapartisme, propose partiellement et partialement René Rémond (7). Héritage capétien, écrit André Fontaine. Inspiration jacobine ! Contre l'Empire — géopolitiquement germain, nul n'y peut rien — la nation s'est créée malgré le « parti de l'étranger » qui déjà — et c'est le sens du terme — n'y voyait d'est en ouest qu'une presqu'île ou un appendice. C'est l'isthme, joignant la mer du Nord à la Méditerranée qui, sur l'axe nord-sud, l'a au contraire emporté, réalisant entre la puissance et l'uniformité, d'une part, et de l'autre l'effervescence, une synthèse à la fois unique et fragile, forte de sa spécificité culturelle et stratégique, mais menacée tant par ses divisions que par cette constante tentation de « renoncer » à l'heure des difficultés. Alliance du peuple et du roi contre les barons. Sursaut révolutionnaire de la nation qui, partout, s'impose comme modèle. Résistance à la démission et à l'oppression. On comprend que ressenti de cette façon, le gaullisme

(6) *Annales de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Lyon*, 1971, I, p. 9 à 66.

(7) *La droite en France*, Aubier, 1968, t. II, p. 293 et suiv.

ne soit ni de gauche ni de droite ! Cette dichotomie n'est qu'un piège, un rapport de forces superficiel et momentané, fait d'utopies et de combinaisons subalternes propres à désunir quand il faut rassembler ! Bref, le gaullisme est une philosophie de la France, de l'Etat et de la nation.

C'est à ce titre qu'il est dominé par quelques idées forces, quelques principes :

— Une certaine idée de la France, est-il besoin de le dire, que ses adversaires présentent, bien entendu, comme nationalisme étroit, maurassien et passéiste. A quoi les gaullistes répondent que la décolonisation, le rayonnement de la France gaullienne dans le Tiers Monde, son rôle perturbateur face aux blocs montrent assez que ce nationalisme « borné » est, dans le monde en devenir, la dernière ligne de résistance, peut-être la dernière chance démocratique de ne pas se laisser submerger, dépersonnaliser et asservir.

— Une certaine idée de l'Etat sans lequel la France n'aurait pas existé et hors duquel elle disparaît. Nouveaux sarcasmes : l'Etat jacobin, oppresseur des citoyens et des nationalités !... Nouvelle défense : qui a rendu au pays sa liberté, sa voix et quelque dignité ? Qui a restauré une esquisse de dialogue que le régime représentatif passé tendait à annihiler ? Sans compter que derrière la réforme régionale repoussée en 1969 se profilait à la fois une décentralisation géographique et les possibilités d'une décentralisation fonctionnelle, où, sous le vocable de « participation », cogestion et autogestion pouvaient trouver droit de cité ! Etat populaire, édifié naguère contre la noblesse, aujourd'hui contre les « notables » et les appareils, pour lequel a voté, à certains moments, la moitié des ouvriers !

— Enfin, aux yeux gaullistes, il n'est pas de grande ambition nationale et humaine, ni de raison d'être de l'Etat, sans progrès de la communauté. Progrès collectif, planifié, dirigé face aux intérêts particuliers qui nient les clivages de classe tout en ne cessant de les attiser. Réticences donc, tant envers le capitalisme qu'envers un socialisme dont on admet certains procédés, mais non les utopies et le laxisme. Progrès de la France et des Français dont tout prouve — aujourd'hui, en particulier, où la France s'abandonne tandis que son économie décline — qu'on ne saurait les séparer !

Tel est le gaullisme : quelques axes, dont aucun n'est rigide, l'effort — comme à la guerre — pouvant se moduler, tantôt principal, tantôt secondaire, selon les obstacles et les nécessités. Seul, en définitive, le but général, on pourrait dire « stratégique », prime... Porte ouverte, hélas, à tous les laxismes, au point que du vivant même du général l'entreprise a dévié. Dévié à coups de renforts de la droite,

à la recherche de l'homme fort, par bataillons entiers, à l'époque de la guerre froide, comme en 1958 et en 1968. Dévié aussi par le refus de la gauche — de Mitterrand et Mendès France — d'accepter à l'origine la Ve République, née du coup de force du 13 mai. Dès lors, le général a dû s'entourer, dans un domaine qui ne lui était guère familier, d'économistes et de financiers de la lignée la plus classique. Certes, le pays s'est enrichi, mais le caractère social du régime est resté, pour le moins, problématique. Sans doute, ce dernier a pu conserver, tant que de Gaulle a tenu la barre, une certaine allure populaire, due à son charisme : lui parti, cependant, la perspective de droite n'a cessé de se renforcer.

Est-il besoin de souligner que le giscardisme est tout différent, qu'il soit fondamentalement de droite, comme certains le disent (8), ou au centre, comme il le prétend. En théorie, sinon en pratique, tout oppose les deux courants qu'il s'agisse du style, de l'héritage, du projet politique ou de la stratégie. Passons sur le style, ici séduction, air de jeunesse, recherche de l'insolite, « gadget » ; là volontarisme, fresque et conscience historique, charisme. D'un côté, pédagogie subtile : on sécurise en expliquant ce qui peut être compris et admis ; de l'autre, on dramatise pour mobiliser ! Mais le style, c'est l'homme même, et c'est déjà la stratégie. L'appel au bon sens, au courage et à la fermeté est gaulliste. Il conduit à s'adosser à des valeurs établies ou sacrées pour rassembler et, par bonds, faire progresser la nation. Approche militaire : on concentre, on polarise à partir de points clefs pour mieux avancer. L'équilibre *pour* le mouvement. Changer en osant conserver ! L'optique giscardienne est inverse : c'est l'appel à la raison, à l'évidence d'une évolution à laquelle il est archaïque et dérisoire de s'opposer. Pas de cristallisation ! La progression, toujours fluide, se coule dans la nécessité. L'équilibre *par* le mouvement. La lave fige le rocher : changer pour mieux conserver ! Participation, institutions, télévision, trois domaines, parmi d'autres, où tranche la démarche. Le gaulliste voit sincèrement dans une participation volontaire et organisée la clef de l'unité, même si sa phobie des clivages de classe et du syndicalisme politisé y fait obstacle (9). Le giscardien attend le *consensus* de la fusion progressive de la société. L'un est, à juste titre, suspect d'ad-

(8) Voir Colette Ismal, article précité, p. 14.
(9) Voir Patrick Guiol, *L'action ouvrière du RPF*, thèse de 3e cycle, Université de Paris V, 1978.

mettre un certain « pouvoir personnel » et d'avoir établi, au profit de l'Elysée, un « domaine réservé »... attitude que l'autre n'a cessé d'amplifier, mais d'une façon assez diffuse pour que « la décrispation » offre l'illusion de la démocratie retrouvée. Affaire d'Etat, enfin, la télévision gaullienne apparaît ouvertement comme moyen de pouvoir régalien ; elle se contente sous Giscard d'être la conscience lénifiée des gens raisonnables et le véhicule omniprésent du bon choix de société.

L'essentiel, toutefois, n'est pas là, il est dans le projet. Projet national, d'un côté, fondamentalement politique au sens où la politique est refus, effort, combat, rapport de forces et la nation l'enveloppe irréductible de la communauté, gage de sa souveraineté, ferment de sa cohésion, vecteur de son rayonnement, assurance de liberté, poésie de la France. Langage aberrant pour un « schreiberien », hermétique pour un centriste, dépassé pour un giscardien ! La politique, pour ce dernier, est d'abord sociologie : lente dérive vers une classe moyenne de plus en plus large et ouverte, moulée sur les structures économiques nouvelles, propre à intégrer et à transformer sans à-coup une société française œcuménique, perméable à l'Europe et complaisante envers un mondialisme, stade suprême du capitalisme et du libéralisme avancé.

Sans doute, le gaullisme peut conduire au nationalisme. Mais il n'est pas autarcique, chagrin, fermé. Il est à sa manière révolutionnaire comme ses grands ancêtres. Il est pour le Tiers Monde et la détente ; il est contre les blocs et les hégémonies. Il l'est parce qu'il ne croit pas que l'idéal d'un peuple c'est, à terme, de ressembler à ses maîtres. Il sait bien qui était à Vichy ; il sait où l'on trouve, aux heures graves, l'esprit de liberté et l'âme de ce pays. L'Europe, certes, l'interdépendance, l'immense mutation économique... encore ne faut-il pas qu'une fois de plus ce soit là pour les « élites » une raison de démission, et finalement, un alibi.

Le redéploiement giscardien est évidemment d'une tout autre portée : dans « l'obsession du futur » s'associer à la restructuration économique mondiale, assurer la restructuration locale, promouvoir la restructuration idéologique et morale de la France, et si possible des Français. Qui ne voit que l'Etat-nation jacobin et dirigiste, l'Etat capitaliste comme dit Lepage, le capitalisme boulet, l'économie de projet sont condamnés (10). La France n'est plus le centre du monde, la crise est globale : seuls la haute productivité, les transnationales, les nouveaux templiers de l'économie de marché peuvent

(10) Voir Que veut Giscard ?, *Le Matin de Paris*, n° 531.

nous faire une place dans le redéploiement trilatéral aux côtés, ou à l'ombre, des Etats-Unis, de l'Allemagne et du Japon. Seules, par la spécialisation et l'abandon d'investissements ou de productions non rentables, ces entreprises peuvent empêcher l'effondrement de l'appareil national. Sans doute faut-il en payer le prix : sacrifier, sinon la posture sur des points mineurs, du moins la grandeur : abandonner un volontarisme primaire ; se rapprocher de la Sainte Alliance atlantique pour exorciser le Saint-Empire ; lier intérêt général et rentabilité capitaliste fût-ce temporairement au détriment des classes populaires ; enfin, prendre le risque d'un affrontement social et politique. A cet égard, la décentralisation, voire l'autogestion, et plus encore l'alliance avec les « modernes » — qu'ils soient socialistes ou syndicalistes — contre la sclérose autoritariste des gaullistes ou gallo-communistes (11), doivent permettre de s'en tirer. Restera alors à extirper le « mal français » si bien mis en exergue — heureux présage — par un gaulliste repenti, le césarisme, la bureaucratie, l'irresponsabilité, l'immobilisme, le gallicanisme et la latinité, devant céder la place à une société de *consensus*, d'équilibre et de libre arbitre dont les fantasmes historiques et sociologiques auront été chassés. Recherche, en définitive, d'une France réaliste et paisible, cousine des Plantagenêts, où le catholicisme prendra des allures de protestantisme, où les ouvriers de La Courneuve s'adonneront au golf, tandis que les Occitans, libérés du jacobinisme et des subventions non rentables, se mettront à boire du thé.

Il va de soi qu'au-delà même de la coexistence majoritaire, gaullistes et giscardiens ne sont pas sans liens. Même si les professions de foi gaullistes du Président de la République sont quelque peu rhétoriques, il reste qu'on ne chausse pas les bottes du général de Gaulle sans garder quelque nostalgie et sans essayer de s'en inspirer. La statue du commandeur demeure, la crainte de voir la majorité voler en éclat poussant, par ailleurs, à la sagesse. Plus d'un républicain indépendant reste, enfin, gaulliste de cœur, les transfuges de l'UDR n'ayant pas tous, de leur côté, complètement trabi leurs idées.

L'héritage des deux courants n'en est pas moins fondamentalement différent, sinon opposé. Capétiens et Bourguignons, Jacobins et Girondins, Bonapartistes et Orléanistes, Résistants et Vichystes, légalistes et partisans de l'Algérie française... aucun parallèle ne

(11) Olivier DUHAMEL et Henri WEBER, *Changer le PC ?*, PUF, 1979, p. 257.

tient. Et pourtant il y a bien deux familles de pensées, un clivage net entre une conception jacobine de la France d'un côté, et de l'autre une conception cosmopolite et orléaniste (12) que la campagne électorale européenne ne fait — une fois de plus — que souligner. D'autant qu'aux divergences irréductibles sur ce plan s'opposent les connivences, les complicités objectives qui lient indiscutablement le gaullisme à l'aile gauche du Parti socialiste et au communisme. Que le combat politique quotidien tende à minimiser cette dichotomie n'empêche — on a trop tendance à l'oublier, ou à feindre de l'oublier — qu'elle reste cruciale dans l'histoire de ce pays, même si le giscardisme ambitionne, précisément, de l'effacer.

(12) Voir *La droite en France*, précité, p. 280 et suiv.